

Numéro 21 - 19 avril 2023

**Les fonctionnaires fédéraux dressent des piquets
de grève partout au pays**

**Défendons la dignité du travail ! Soutenons les
travailleuses et travailleurs de l'Alliance de la
fonction publique du Canada !**



Ligne de piquetage dans la région de la Capitale nationale, 19 avril 2023

- **Les syndicats expriment leur appui aux grévistes**

Vidéo

- **Entretien avec un travailleur de la fonction publique sur les lignes
de piquetage à Windsor (Ontario)**
– *EmpowerYourself Now* –

Les fonctionnaires fédéraux dressent des piquets de grève partout au pays
**Défendons la dignité du travail ! Soutenons les
travailleuses et travailleurs de l'Alliance de la
fonction publique du Canada !**

Plus de 155 000 fonctionnaires fédéraux sont en grève. La grève a commencé à 0 h 01 le 19 avril. Le président de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), Chris Aylward, a déclaré : « Nos membres sont prêts à se battre pour une convention collective bonne, raisonnable et juste. » Il

a ajouté que le syndicat restera en grève jusqu'à ce qu'il y ait un règlement sur les principaux enjeux.



Ligne de piquetage sur la colline du parlement à Ottawa, 19 avril 2023

Le secrétariat du Conseil du Trésor du Canada est en plein déni. Il dit avoir fait « tout ce qui était en son pouvoir » pour parvenir à une entente. « Le gouvernement a présenté une offre équitable et concurrentielle à l'AFPC et a répondu à toutes ses revendications », dit-il. Il affirme que les demandes de l'AFPC « sont inabordables et auraient une incidence grave sur la capacité du gouvernement de fournir des services aux Canadiens ».

Lorsque le Conseil du Trésor du Canada fait ces déclarations, il cite des statistiques et des comparaisons qui ne font rien pour mettre en lumière les conditions de travail réelles des fonctionnaires qui sont touchés au point qu'ils ont voté massivement en faveur de la grève. Par exemple, la dernière rengaine du gouvernement est que le taux d'inflation est en baisse et qu'il descendra à 3 % cette année. L'expérience des Canadiens dans tout le pays avec l'augmentation des coûts de la nourriture et d'autres produits n'est pas de 3 % et le stress aux endroits de travail n'est pas de 3 % !! En répétant que son offre salariale est conforme aux recommandations de la Commission de l'intérêt public (CIP), le gouvernement ne fait que souligner qu'il n'écoute pas ce que les fonctionnaires lui disent au sujet de leurs conditions de vie et de travail.



Une CIP est établie et mandatée par la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral « pour aider les parties à parvenir à une entente ». Un document d'information publié par le Conseil du Trésor précise que « les offres que nous faisons à tous les agents négociateurs tiennent compte des conditions économiques actuelles, dont les autres conventions collectives de la fonction publique et l'inflation, ainsi que de la capacité du gouvernement d'attirer et de retenir du personnel hautement qualifié, des conditions d'emploi au sein du gouvernement fédéral par rapport à d'autres lieux de travail au Canada, et d'une gestion budgétaire responsable ». De tels propos ne servent qu'à créer un climat qui dépeint les fonctionnaires fédéraux comme étant déraisonnables, des ayant droit, des privilégiés, etc. Les tentatives de nuire à la réputation des fonctionnaires qui défendent la dignité du travail méritent d'être dénoncées.

L'incapacité du gouvernement fédéral à parvenir à une entente négociée avec ses employés pour

renouveler les conventions collectives arrivées à échéance il y a près de deux ans montre que les discours des libéraux sur le soutien à la « classe moyenne » sont des paroles creuses. Lorsque des entreprises supranationales et des oligopoles réclament des aides publiques pour « investir » dans l'extraction de minerais essentiels à l'économie de guerre des États-Unis, dans la construction d'usines de batteries, dans le conditionnement de matières premières canadiennes en vue de leur exportation vers les États-Unis et dans d'autres activités semblables qui permettront à des intérêts privés étroits de réaliser des bénéfices exceptionnels, il n'est jamais question de restrictions ou de capacités financières. En fait, ces stratagèmes pour payer les riches sont présentés comme la garantie de la prospérité pour les travailleurs, même si les entreprises peuvent déplacer leur production à tout moment et utiliser cette menace pour forcer les travailleurs à faire des concessions.



Le semblant de souci du Conseil du Trésor pour le bien-être des travailleurs canadiens comme fondement de la politique gouvernementale est exposé par la façon dont le gouvernement traite ses propres employés, comme l'« offre » qui réduirait encore davantage les salaires puisqu'elle ne correspond même pas au taux d'inflation. Une telle attaque contre le droit des travailleurs de négocier un contrat acceptable est ensuite utilisée pour établir un précédent dans tout le Canada pour les travailleurs de tous les secteurs, en premier lieu le secteur public, les non-syndiqués, les travailleurs à la demande, etc.

Comme on pouvait s'y attendre, toute cette propagande du Conseil du Trésor va de pair avec des discussions sur une loi de retour au travail, ce qui confirme que le gouvernement utilise les menaces de criminalisation comme outil de négociation. Utiliser le poids de l'État pour contraindre les travailleurs à « accepter » des réductions de salaire et des conditions inacceptables est peut-être légal, mais ce n'est pas acceptable. Comment faire face au refus du gouvernement de s'entendre sur l'aide à apporter aux travailleurs licenciés, sur la protection du travail à distance et de répondre aux graves accusations de racisme dans les lieux de travail fédéraux, sont autant de défis que les travailleurs doivent relever.



Ligne de piquetage à Windsor, 19 avril 2023

Forum ouvrier appelle les Canadiens et les Québécois à manifester leur soutien aux travailleurs de l'AFPC. Sans sourciller, les gouvernements successifs versent des sommes exorbitantes aux

entreprises privées qui font le travail des fonctionnaires fédéraux, ainsi qu'aux agences d'emploi temporaire qui fournissent des travailleurs sur une base contractuelle. Pourtant, ils continuent de prétendre que les demandes des fonctionnaires sont inabornables. Leur propagande anti-travailleur et leurs idéaux élevés sont pitoyables et méritent d'être dénoncés d'un océan à l'autre.

L'AFPC représente deux groupes de travailleurs. Le premier, que l'AFPC appelle le groupe du Conseil du Trésor, comprend des travailleuses et des travailleurs répartis dans plus de 20 ministères et organismes. Le deuxième groupe, représenté par l'AFPC et son sous-élément, le Syndicat des employé-e-s de l'Impôt, comprend les travailleuses et travailleurs de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Le gouvernement a qualifié d'« essentiels » environ 47 000 travailleuses et travailleurs représentés par l'AFPC. Bien que ceux-ci soient en position de grève légale, ils doivent continuer de se présenter au travail. Le gouvernement définit un service essentiel comme « un service nécessaire à la sécurité du public, ou d'une partie du public, à un moment donné ». En fait, tous les travailleurs sont essentiels au fonctionnement de la fonction publique. Les blâmer pour leurs revendications salariales qui « auront une incidence sur la capacité du gouvernement de fournir des services aux Canadiens », c'est renverser la vérité, car c'est le mauvais traitement des travailleurs fédéraux soumis à l'offensive antisociale du gouvernement qui affecte « la capacité du gouvernement à fournir des services aux Canadiens ».

Des piquets de grève sont dressés à plus de 250 endroits au pays, selon l'AFPC. Huit piquets sont prévus dans la région d'Ottawa-Gatineau, où le gouvernement fédéral est le plus gros employeur. D'autres piquets ont été dressés un peu partout au pays, où des travailleuses et travailleurs de tous les secteurs de l'économie ont l'intention de se joindre aux syndiqués de l'AFPC pour manifester leur appui.

Les membres de l'AFPC et les sympathisants peuvent trouver la ligne de piquetage la plus proche en utilisant l'[outil de recherche de ligne de piquetage de l'AFPC](#).



Sur les lignes de piquetage à Windsor, 19 avril 2023

(Photos: AFPC)



Les syndicats expriment leur appui aux grévistes



Ottawa, 19 avril 2023

Les syndicats publient des déclarations en appui à la grève des 155 000 travailleurs de la fonction publique fédérale membres de l'AFPC.

Le Congrès du travail du Canada

Le 18 avril, la présidente du Congrès du travail du Canada (CTC), Bea Bruske, a publié la déclaration suivante en solidarité avec les membres de l'AFPC au moment où ils se préparaient à faire la grève :

« Les syndicats du Canada appuient pleinement le droit de grève des travailleuses et travailleurs de la fonction publique fédérale.

« En refusant d'offrir aux travailleuses et travailleurs de la fonction publique fédérale les conditions de travail qu'ils méritent, le gouvernement fédéral place la barre très basse pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs au Canada.

« Avec 155 000 membres de l'AFPC en grève, il ne fait aucun doute que les services publics seront touchés. Ces travailleuses et travailleurs jouent un rôle clé dans la prestation des services dont dépendent les Canadiennes et les Canadiens. Ce sont des préposés et préposées à l'entretien, des inspecteurs et des inspectrices des aliments et des cuisiniers et des cuisinières. C'est sur eux que nous comptons pour obtenir nos passeports et qui nous guident dans nos demandes d'assurance-emploi.

« Les membres de l'AFPC sont sans contrat de travail depuis près de deux ans parce que le gouvernement a tergiversé et a carrément refusé de tenir compte de leurs priorités. Les travailleuses et travailleurs de la fonction publique fédérale sont confrontés à des salaires stagnants et un coût de



Sur les lignes à Morden, Manitoba, 19 avril 2023

la vie qui ne cesse d'augmenter. Les revenus du gouvernement ont augmenté avec l'inflation et il peut se permettre de traiter ses employés de manière équitable.

« Il incombe maintenant au gouvernement de faire une offre raisonnable aux membres de l'AFPC, une offre qui fixe la barre pour tous les travailleurs et travailleuses du Canada.

« Les syndicats du Canada envoient un message clair : Nous sommes solidaires des membres de l'AFPC. Nous sommes unis et nous ne reculerons pas. »

La Fédération du travail de l'Ontario

Le 19 avril, la Fédération du travail de l'Ontario a écrit :

« La Fédération du travail de l'Ontario (FTO) offre son entier appui aux 155 000 membres de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) qui se sont mis en grève aujourd'hui et demande aux syndicats et aux travailleurs et travailleuses de l'Ontario de manifester leur solidarité.

« 'Ces travailleurs luttent contre la crise du coût de la vie, a déclaré Patty Coates, présidente de la FTO. Comme tous les travailleurs, ils méritent de véritables augmentations de salaire.'



« Les principales revendications du syndicat comprennent des salaires qui suivent l'inflation, une meilleure sécurité d'emploi, des protections pour le télétravail, une formation contre l'oppression sur le lieu de travail et des protections contre la sous-traitance et la privatisation.

« Les travailleurs et les travailleuses peuvent manifester leur soutien aux grévistes de l'AFPC en se joignant aux piquets de grève et en publiant des messages de solidarité sur les médias sociaux.

« 'Partout, les travailleurs et les travailleuses en ont assez et disent 'ça suffit'', a déclaré Patty Coates. Partout où ils luttent pour une meilleure vie pour eux-mêmes et pour leurs communautés, nous les soutenons.'

« De meilleurs salaires et une plus grande sécurité d'emploi pour les membres de l'AFPC signifient de meilleurs services pour le public, qui compte sur les dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses qui fournissent une vaste gamme de services au Conseil du Trésor et à l'Agence du revenu du Canada.

« 'De bonnes conditions de travail nous permettent d'obtenir les services et le soutien dont nous avons besoin, quand nous en avons besoin et où que nous vivions au Canada, a ajouté Patty Coates. Cette grève est une lutte pour nous tous : pour le droit à un travail décent et à des services publics bien financés.'

« La FTO encourage ses affiliés à publier leurs propres déclarations de soutien et invite le grand public à se rallier aux membres de l'AFPC :

« Ensemble, un mouvement uni de travailleurs peut obtenir une vie meilleure pour tous. La FTO applaudit le courage des membres de l'AFPC qui ont pris les devants dans cette lutte importante. »



Vidéo

Entretien avec un travailleur de la fonction publique sur les lignes de piquetage à Windsor (Ontario)

– EmpowerYourself Now –

Laura Chesnik de Empower Yourself Now interviewe Barry Lamont de l'Alliance de la fonction publique du Canada à Windsor, Ontario.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca